L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 | payable d'avance
PRIX POUR PAYABLE PAR SEMAINE, $10

PAR BULLIT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS;
LUNDI MATIN, 6 FEVRIER 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS.
HENRY CLAY.

CLAY-CLUB.

Une assemblée régulière aura lieu au local du Club, ce soir, Lundi, à 7 heures. Comme des affaires d'importance seront soumises pardevant cette assemblée, on recommande à chaque membre d'être ponctuel.

GEORGE C. LAWRASON, } Secrétaires.
N. DELAPLAINE. }

☞ Une assemblée mensuelle de la Chambre du Commerce de la Nouvelle-Orleans aura lieu ce soir à 6 heures.

HENRY CLAY. La désappointement éprouvé par les habitans de Mobile durant la journée du 1er courant qui n'était confié sans retarder Henry Clay, n'avait nullement refroidi l'empressement universel de la population, et l'illustre voyageur a été accueilli le lendemain, à son débarquement par la foule la plus nombreuse et la plus brillante. L'attente semblait encore avoir doublé pour ses cinq le plaisir de le recevoir. Le 2 courant de grand matin le bateau à vapeur *Fashion* vint prévenir que le *Creole* était à l'entrée de la baie, sur le champ une escorte de bateaux richement pavoisés alla à sa rencontre, et le ramena en ville au milieu des salves d'artillerie tirées en l'honneur du grand citoyen qu'il avait à bord. Au moment où le *Creole* aborda le wharf, les hourrahs éclatèrent, le Président du comité d'arrangemens se présenta devant Henry Clay, et, dans une adresse pleine de convenance, salua sa venue dans l'Alabama; Henry Clay lui répondit dans ce langage heureux qui n'appartient qu'à lui. Puis il monta dans une élégante calèche, attelée de quatre chevaux gris et parcourut les principales rues de la ville au milieu des acclamations de la foule qui se pressait non seulement autour de la voiture, mais encore aux portes des maisons, aux fenêtres et aux balcons. Au moment où M. Clay descendit de voiture pour entrer dans la maison de M. Ledyard, son hôte à Mobile, trois salves de hourrahs deux fois répétées lui portèrent les adieux de toute l'immense multitude qui avait accompagné ses pas.

(*Extrait de notre correspondance particulière.*)
MOBILE, 3 février 1843.

Les journaux de Mobile vous donneront les détails de la réception de M. Clay. La plus grande excitation règne dans les cercles monétaires par suite de la dépréciation considérable subie durant ces derniers jours par le papier de circulation. Hier encore il a baissé de 10 à 15 pour cent; aujourd'hui tout est doute, confusion, découragement. Il est impossible d'établir un cours quelconque. On assure que quelques planteurs de l'intérieur sont, malgré cette déplorable situation, disposés à continuer leurs affaires sur le même pied; mais je puis vous assurer qu'avant dix ou quinze jours les affaires auront les espèces pour bases. L.

CONGRES. - La séance du 25 et celle du 26 janvier au Senat ont été encore en grande partie consacrées à la discussion du bill pour la colonisation de l'Orégon, et le bill a donné à différens orateurs l'occasion de se faire entendre. La question du reste n'a pas fait grand progrès. Parmi les bills adoptés par ce même corps, il faut citer celui qui a pour but de venir au secours du chemin de fer de Pelicana et Grand Golfe.

Le projet d'Echiquet a occupé la Chambre pendant ces deux mêmes jours; et, s'il faut le texte des reputés discours plus ou moins longs improvisés ou récités par une foule d'orateurs. Le comte de commerce a rapporté dans la séance du 26, un bill pour la création d'entrepôts dans différents ports de l'Union.

TEMPERATURE. - Ce n'est point parmi nous seulement que le mois de janvier s'offert, pendant quelques jours, l'apparence du mois de printemps le plus favorable, ce phénomène a été plus sensible encore au Nord. Notre correspondance de New-York nous en avait déjà parlé, le paragraphe suivant prouve qu'elle n'avait pas exagéré la beauté et la douceur de la saison

"Dimanche, 22 janvier, le steamboat *Oliver Ellsworth* a entrepris de remonter l'Hudson, de New-York à Albany. En arrivant à Tivoli Grove, il a trouvé devant lui une grande quantité de glaces, mais il a réussi à franchir cet obstacle, contre lequel étaient venus se heurter impuissans, depuis plusieurs jours, un grand nombre d'autres navires. L'*Oliver* a ensuite poursuivi sa marche triomphale jusqu'à la capitale de l'Etat, où son entrée a été salutée par de nombreux hourrahs. Ce navire n'a pas eu seulement l'honneur de se faire, le premier, jour à travers les glaces, il a en outre remporté cette victoire à une époque où ne pas seul événement n'avait eu lieu. Mais aussi jamais, de mémoire d'Américain, on n'avait vu dans ce pays, au mois de janvier, une température aussi douce, aussi printanière que celle dont nous jouissons depuis près de deux semaines. Il n'est pas un oiseau qui ne chante en ce moment, et les arbres commencent à se couvrir de feuilles. Aussi se trouvent-ils dans un état de végétation si différente de celle qu'ils offrent ordinairement à cette époque de l'année, que les plus habiles météorologistes ne savent plus que penser de la température future, et que les plus vieux habitans ne peuvent se rappeler rien de semblable."

Le Canada n'a pas été moins favorisé que New-York, nous trouvons à ce sujet ce qui suit dans le *Journal de Québec*:

Aux quelques jours de froid intense que nous avons eu au commencement du mois, succède un temps extrêmement doux. Il a plu tout le long du dernier jour du 31 janvier, et une partie de la nuit, dans la nuit du 1er même temps, une pluie abondante et poussée par un vent sud-est du nord-est. Depuis, le temps s'est continué au doux, quoiqu'à l'horizon nous revenons. Ainsi, au milieu de janvier, en 1843, tous les pays des environs de Québec présente une surface presque sans neige. Nous avons vu des troupeaux paître en plein champ à l'Ancienne Lorette, et des terrains bas changés en lacs, les eaux de la petite rivière St. Charles paroisse déborder et couler par dessus la pont de glace assez grosses qu'en été. On dit qu'un pareil désagrément a été vu en 1795 et 1800, mais non depuis. Il serait à désirer que la première homme d'avril prochain la terre s'offrit au labourage dans l'état de dégel où elle est aujourd'hui.

AFFAIRE DE SCIOTO. - On croit généralement, comme nous l'avons dit, que la décision de la cour d'enquête est favorable au commandant MacKenzie, mais cet officier, afin de se mettre, une fois pour toute, à l'abri des vexations qui pourraient lui venir par la voie des tribunaux civils, a demandé à comparaître devant une cour martiale. Le Président des Etats-Unis s'est empressé de se rendre à cette requête: une cour martiale, composée de dix capitaines de marine et présidée par le commodore Biddle, se tiendra en conséquence à New-York et jugera le commandant MacKenzie, ainsi que les officiers qui ont pris part à la condamnation de Spencer, Cromwell et Small. Toute intervention civile se trouvera ainsi mise de côté.

THOMAS W. WHITE, éditeur du *Southern Literary Messenger*, homme de talent et de cœur, vient de mourir récemment à New York où il était allé faire un voyage.

FENIMORE COOPER. - La manie progressive du grand romancier devient de jour en jour plus redoutable. Il n'y aura bientôt plus dans l'Union de jour où quelque ne trouver à l'abri de ses citations judiciaires. La *Tribune*, qui en a déjà subi un certain nombre, est menacée d'en recevoir encore pour le compte rendu du dernier procès que Fenimore Cooper lui avait intenté. C'est à n'en plus finir.

UNE FACHEUSE. - La *Manathan Bank* vient d'être victime d'une fraude singulièrement audacieuse. Un negotiant, M. Simeon Draper, a un compte courant avec cette banque. Le 6 de ce mois, ayant à régler une transaction commerciale avec un M. Richard J. Morrell, il donna à celui-ci un check de $120, payable à l'ordre de Morrell. Le 14, trois checks semblables, s'élevant ensemble à $3,020 furent présentés à la banque par MM. Morrell, qui, un de check de $7,000 fut également soldé. Le caissier de Manathan Bank, voyant ainsi les demandes de M. Draper se multiplier et grossir, régla le compte de celui-ci, et lui annonça que les fonds par lui déposés étaient épuisés. Grand fut l'étonnement de M. Draper, qui n'avait pas souvenance d'avoir fait d'autre paiement que celui des $120. Il accourut à la banque et déclara que les quatre dernières checks, s'élevant à 6,520 étaient faux. Il ne fut pas difficile, d'ailleurs, de se mettre sur les traces du coupable, Abraham Morrell qui a été arrêté, identifié par le caissier de la banque, et mis en prison.

RUMEUR DE LA FIN DU MONDE. - Nous nous hâtons de porter à la connaissance de l'univers en général et de tous abonnés en particulier, l'heure nouvelle que le prophète Miller vient de découvrir, après avoir dans les calculs par lesquels la fin du monde avait été par lui fixée, sans remise, à nous ne savons quel quantième du mois d'avril prochain. En s'amusant, l'autre jour, à refaire une addition, il s'aperçut que, par un oubli de la formule arithmétique qui s'appelle *retenue*, il avait obtenu 1843 au lieu de 2843. Il n'y a erreur que d'une unité, mais comme le hazard a bien voulu que ce fut une unité qui eut advenir au lieu de 1843, la fin du monde se trouvait ajournée de mille ans.

(*Courrier des Etats Unis*)

GRANDE A. - Le Général Mac Donald, meurtrier du Colonel Hepburn, a comparu devant le jury, et après plusieurs jours de débats, il a été acquitté. Par une singulière coïncidence, pendant que le général était assis sur le siège de la cour d'assises, il était proposé à l'élection du gouverneur, et la meurtrier était porté comme candidat par le parti démocrate. Mais il a été moins heureux devant le corps électoral que devant le jury, car son adversaire whig, M. Crawford, a été élu par 24 045 voix contre 16 365.

EUROPE.

La Caledonia est enfin arrivé! Ce navire à vapeur, parti de Liverpool le 4 janvier, a durant presque toute sa traversée été assailli par le plus mauvais temps; celà explique le retard considérable qu'il a éprouvé. Au lieu de quinze jours, ce qui est la moyenne ordinaire des voyages, il a mis vingt un jour et demi. Les nouvelles politiques ne renferment aucun fait important; elles ne sont guères que la continuation ou plutôt la conséquence naturelle de celles que nous avons reçues dans ses derniers tems; des détails sur la prise de Barcelone, quelques discussions sur les questions qui se présenteront devant les chambres françaises, quelques *on dit* venus d'Orient; voilà à quoi se bornent presque les renseignemens dûs à cet arrivage. Notre correspondance traite du reste ces points avec un développement et un intérêt qu'apprécieront nos lecteurs.

[*Correspondance particulière de l'Abeille.*]

Paris, 31 décembre 1842.

ESPAGNE. — Les nouvelles d'Espagne sont de plus en plus graves. Barcelone a été bombardée pendant trente-huit heures et ses habitans sont maintenant traités en ennemis vaincus. Cependant tout portait à croire qu'on n'aurait pas de semblables malheurs à déplorer. A l'arrivée du régent on avait abandonné toute idée de résistance, les personnes les plus compromises dans l'insurrection s'étaient éloignées et l'on ne demandait qu'à se mettre à l'abri, derrière les lois, de la colère vindicative et féroce de Van Halen et de Zurbano. Si le régent avait seulement promis de l'un ne mettre, pour la punition des coupables, à l'action des tribunaux, la ville ouvrait ses portes; mais au lieu de cela, on a refusé d'entendre les citoyens venus au nom de la ville, on les a reçus durement, brutalement, et la population d'une grande cité a voulu de se défendre contre une sorte de brigandage. Le bombardement s'en est suivi. Près de onze cents bombes et projectiles de toute nature ont été lancées sur la ville. On peut juger du ravage qui en est résulté. Beaucoup de maisons et quelques églises ont été détruites, et sans le secours actif et intelligent prêté par quelques centaines de matelots français descendus à terre, avec des pompes, immédiatement après la fin du bombardement, l'incendie qui se trouvait allumé en beaucoup d'endroits à la fois, par l'effet inévitable des bombes et des obus, la ville toute entière serait probablement devenue la proie des flammes. Quoiqu'il en soit, on a à déplorer, entre autres choses, la perte de l'Hôtel de Ville et les pièces précieuses archives qu'il renfermait.

Jusqu'ici on peut, jusqu'à un certain point, trouver des raisons d'excuser le régent; car, au public qui peut ne voir avec un peu plus d'adresse et de tact, et seulement avec un peu de modération, on aurait évité l'irréparable malheur du bombardement, on peut répondre que l'autorité ne pouvait pas, ne devait pas faire l'ordre d'une concession. Dans tous les cas c'est une question de politique qu'Espartero a tranchée en soldat, aimant mieux s'appuyer sur la force brutale que sur les sympathies du peuple. L'avenir prouvera s'il a agi sagement. Mais en définitant la ville en état de siège, après en avoir pris possession, de la mettre sous une contribution de guerre, de mettre sous séquestre toute résistance avait cessé; mais en faisant des arrestations en masse, et en livrant pour ainsi dire la population à une commission militaire jugeant et fusillant sommairement; mais en expédiant à Barcelone d'une contribution forcée de douze millions de francs; mais enfin en plaçant le peuple de remettre immédiatement les fortifications en bon ordre; en faisant tout cela il a ouvert, et délibérément violé les lois aussi bien que les règles d'une saine politique. Ces actes de brutalité militaire sont sans excuse.

On trouve dans la correspondance d'un journal ministériel anglais quelques faits assez curieux. Cette correspondance porte la date du 8 décembre de Barcelone; elle est par conséquent postérieure de cinq jours au bombardement.

"Il y a plus de 12,000 hommes de troupes logées chez les particuliers. Le désarmement sera complet; rien ne restera pas un fusil, pas un pistolet, dans les mains de la population. On croit que la fierté anglaise va être signifié maintenant et que la rigueur arrêtée par l'autorité a pour but d'assurer la soumission de la Catalogne à ce traité. Un officier d'artillerie qui était dans le fort Montjuich m'a dit que le feu n'a été cessé que lorsqu'on a cessé de jeter des bombes. On a jeté environ 1,600 projectiles sur la ville. La population est fort irritée contre l'Angleterre. On assure maintenant que les batimens anglais étaient prêts à tirer sur la ville si les hostilités avaient continué. Ce dernier fait a été affirmé par un aide-de-camp du capitaine général.

"Les arrestations montent à plus de quatre cents. Les prisonniers sont conduits à la citadelle où siége en permanence une commission militaire."

Il n'y a pas moyen de s'y méprendre, le but principal du traité qui devait ruiner la Catalogne en livrant le marché Espagnol à l'Angleterre, qui a été la cause principale, déterminante, de l'insurrection. Tous les partis se tiennent successivement se grouper autour de cette opinion; et sous ce point de vue, du moins, on peut dire que l'Angleterre a causé l'insurrection et le châtiment qui en a été la conséquence.

Il y a même des personnes qui vont jusqu'à affirmer que cette insurrection était non seulement prévue, mais provoquée par Espartero et par l'Angleterre. Cette accusation est trop grave pour qu'on puisse l'admettre facilement. Cependant il ne faut pas se dissimuler qu'on tâchait la bride aux plus mauvaises passions à Barcelone, tout en irritant le peuple, alors qu'il fallait dompter la Catalogne pour faire accepter le traité.

D'ailleurs il faut convenir qu'il y a des coïncidences malheureuses. Ainsi, pendant que la coalition démocratique triomphait à Madrid et menaçait de dépasser le traité de commerce anglais, Van Halen, que personne assurément n'accusera de partialité pour la population catalane, Van Halen lasse une insurrection se former, mûrir, éclater au grand jour, lorsque d'un signe il pouvait en détruire jusqu'au germe. Lorsque l'insurrection éclate, il essaie à la ville et à la force à peu près sans résistance et cela sans avoir été autorisé en aucune façon, car l'orage avait grondé plusieurs jours avant d'éclater. Ces faits fâcheuses ont été confirmés, on pouvait faire remettre Barcelone dans le devoir sans avoir recours aux moyens extrêmes, on ne l'a pas voulu. Enfin, à peine la nouvelle du bombardement parvient elle en Angleterre, que la presse britannique s'écrie: *maintenant rien ne s'oppose plus à la sanction du traité*. Tout cela peut être fortuit sans doute; mais personne ne voit le crime.

Un autre fait encore digne de remarque, c'est la conduite si différente à une par les consuls de France et d'Angleterre à Barcelone pendant le temps de trouble. Le Consul de France a donné asyle à tout le monde sans distinction de nature et d'opinion, comme c'était sur un terrain neutre et hospitalier, le consul d'Angleterre a mis seulement toute la protection de son pavillon aux Espagnols insurgés, mais il s'est vanté de ce fait dans une lettre rendue publique, comme pour renouer indirectement la conduite de son collègue.

Comme s'il y avait eu concert préalable entre les agens Anglais et les agens Espagnols à cet égard, le chef politique Gutierrez a arrêté le consul de France, M. Lesseps, "d'avoir fomenté l'insurrection". Là-dessus la presse anglaise a fait chorus en ajoutant quelques accusations semblables et déclarant qu'Espartero devait retirer à M. Lesseps son exequatur.

On assure même que le chargé d'affaires d'Espagne à Paris, M. Hernandez, avait été chargé, de la part de son gouvernement, d'une note pour le gouvernement français demandant le rappel de M. Lesseps. Mais il paraît que le chargé d'affaires ayant su à n'en pas douter, par sa correspondance particulière de Catalogne, que l'accusation portée par son gouvernement contre l'agent français n'avait aucun fondement, a pas sur lui de signaturer la note. Heureux de ce fait, si l'on en croit les *on dit*, l'ambassadeur Anglais a fait une vive sortie à M. Guizot, accusant le consul Français et désespérant son rappel dans l'intérêt d'Espartero. Pour cela tout, M. Guizot a montré les dents, et l'on n'est guère fort mécontent l'un de l'autre. Voilà le bruit qui a couru, mais je le crois sans fondement. Ce qu'il y a de certain, c'est que, par opinion de ce fait, enfant du 16, M. Lesseps a été fait officier de la Légion d'honneur, et qu'il était impossible de répondre plus catégoriquement à toutes ces attaques.

A propos de cette promotion le *Morning Chronicle*, organe de Lord Palmerston, a émis une opinion singulière. "Souvenir lui, Louis-Philippe n'est point, comme on le croit généralement, un homme pacifique; c'est bien le *plus grand brouillon* qu'il y ait sur la terre; un homme passionné, inquiet, irritable, ambitieux, qui aurait déjà depuis longtemps mis le feu aux quatre coins de l'Europe, s'il n'avait été contenu par la prudente sagesse de ses ministres. Dans l'occasion actuelle c'est Louis-Philippe qui a recompensé M. Lesseps, sans vouloir tenir compte des représentations de son conseil effrayé des conséquences de cette démarche imprudente. Dans un mois de plus que nous pourrons désigner, si le *Chronicle*, cet serie de toi a été très vivement censuré par des conservateurs, et condamné généralement comme un coup de tête inexcusable."

Qu'en dites-vous? Croyez-vous que ce portrait puisse s'appliquer à l'auteur du système de la paix à tout prix? Quant à moi je trouve la sortie fort originale.

Au reu d'exceptions près, la presse française a traité convenablement les virulentes sorties de la presse anglaise. Au lieu de se tenir sur la défensive, comme on l'avait peut-être espéré, elle a porté la guerre tout droit au foyer de l'ennemi. Un Journal du Midi, entre autres, que sa position près des frontières d'Espagne met à même des renseignemens, a dit aux journaux anglais: "Vos accusations toutes odieuses qu'elles soient, le poids de leur propre absurdité; mais ce qui est positif, et ce que vous ne nierez pas parce que j'ai en main assez de preuves pour vous confondre si vous le faisiez, c'est que les bombes qu'on a jetées sur Barcelone sont des bombes anglaises fournies dernièrement par les batimens de guerre anglais! Ce que vous ne nierez pas, c'est que le feu du fort Montjuich était pointé sur les lignes de tir que les officiers anglais avaient dressées! Ce que vous ne nierez pas, c'est que le feu du fort Montjuich était commandé par un officier anglais!" Ne voilà-t-il pas un beau rôle à jouer pour l'Angleterre! Ce n'est pas tout encore. Le consul de Malaga, voyant ainsi les demandes de M. Draper se multiplier et grossir, régla le compte de celui-ci, et lui annonça que les fonds par lui déposés étaient épuisés. Grand fut l'étonnement de M. Draper, qui n'avait pas souvenance d'avoir fait d'autre paiement que celui des $120. Il accourut à la banque et déclara que les quatre dernières checks, s'élevant à 6,520 étaient faux. Il ne fut pas difficile, d'ailleurs, de se mettre sur les traces du coupable, Abraham Morrell qui a été arrêté, identifié par le caissier de la banque, et mis en prison.

[PAR AUTORITÉ.]

(No 8.)
RESOLUTION.

Attendu qu'il existe un grand danger que l'embouchure de la Rivière Rouge se trouve en raison de la barre qui s'y est formée, et que les vaisseaux qui y entrent ou en sortent, et les propriétés qui se trouvent dans la dite Rivière courent journellement le risque d'être submergés, et attendu qu'il est impérieusement nécessaire pour la sécurité et le bonheur d'une grande portion des habitans de la Louisiane Occidentale, de maintenir en tous temps une libre communication entre cette dernière et la mer; et attendu que les habitans des immenses régions à travers les quelles coule la Rivière Rouge, ont supporter maintenant de lourds fardeaux en raisons des embarras dont il est fait mention ci-dessus; et attendu que le dite Rivière est une frontière naturelle entre les Etats Unis et le Texas, et que la fermeture de la dite Rivière dérouterait complettement les intérêts les plus precieux des deux gouvernemens habitant le frontière. En conséquence,

Il est résolu par la Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée générale; que nos Sénateurs et Représentans au Congrès soient par la présente, invités à appeler l'attention du Congrès sur la nature des faits énoncés dans le preambule qui précède, et à employer leurs efforts pour obtenir que le gouvernement general, pour une allocation de fonds, aide cet Etat à faire disparaître les maux et les dangers dont on se plaint.

Il est de plus résolu, &c., Que le Gouverneur de cet Etat soit requis à transmettre dans le plus bref delai possible, des copies du preambule et de la resolution qui précèdent à nos Sénateurs et Représentans au Congrès.

(Signé) C. DERBIGNY,
Orateur de la Chambre Representative.
FELIX GARCIA,
Président du Sénat

Approuvé le 4 février 1843
(Signé) A. MOUTON,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane

(No. 9.)
ACTE.

Relatif à l'élection des membres du Jury de Police des Rapides.

Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée générale; Qu'à l'avenir, les jurés pour les cours de police du jury de la Police des paroisses Rapides et St Landry, a moins qu'il ne soient de toutes les qualités requises pour voter aux élections générales, ne pourront être choisis parmi les Juges, les Shérifs, les Greffiers, les Commissaires des Terres Unis, et des membres de l'assemblée générale de cet Etat, et du Président et Vice-Président des Etats Unis, nonobstant toute loi a ce contraire.

Le ministère Guizot abordera les Chambres sans nul doute; mais il ne faut pas non plus se dissimuler la difficulté de sa position. Des questions fort épineuses vont être soulevées pendant la session et nul ne saurait prévoir comment la nouvelle Chambre les appréciera. On ne pourrait donc, à ce sujet, que se jeter dans le champ sans limites des conjectures. Ce qui prouve d'ailleurs qu'il doit bien y avoir quelques inquiétudes dans le camp ministériel, c'est qu'on paraît avoir agité sérieusement la question de savoir si l'on ouvrirait la session comme d'usage par un discours de la couronne, ou si l'on se contenterait d'une exposition des affaires, exposition faite à la tribune par le président du conseil. Tout porte même à croire que cette dernière solution n'est pas encore résolue. Les partisans du discours allèguent l'exemple et les précédens du gouvernement représentatif; les adversaires prétendent que l'extrême difficulté que présente, dans l'état actuel des affaires, la rédaction de cette harangue officielle.

On ne peut se dissimuler que la difficulté ne soit grande en effet. Parlera-t-on du projet d'union Franco-Belge? Si l'on se tait on aura l'air de fuir la difficulté; si l'on en parle on aura l'air de faire une sottise. Quelle attitude prendra-t-on à l'égard de l'Espagne? Le traité de commerce anglais sera-t-il ou non mis à exécution